

Convention collective nationale

IDCC : **3250** | **COMMISSAIRES DE JUSTICE ET SOCIÉTÉS DE VENTES
VOLONTAIRES**
(16 novembre 2022)

Avenant n° 12 du 16 mars 2026 relatif aux salaires

NOR : ASET2650322M

IDCC : 3250

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SYMEV ;
CNCJ ;
SOPVEM ;
UNCJ ;
AVENIR,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FS CFTD ;
FEC FO ;
FS CFTC ;
FESSAD UNSA ;
FSECP CGT,**

d'autre part,

Préambule

Au titre des négociations salariales pour l'année 2026, un consensus a pu être trouvé entre les partenaires sociaux pour déterminer les salaires minima hiérarchiques applicables dans la branche à compter du 1^{er} avril 2026.

C'est ainsi qu'il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Modification de la valeur de la valeur de référence de l'article 41.1 « Méthode de calcul du salaire minimum conventionnel »

À compter du 1^{er} avril 2026, la valeur du point dite « valeur de référence » est fixée à 8,87 euros.

Les autres dispositions de l'article 41.1 de la convention collective sont inchangées.

Article 2 | *Modification du chapitre 2 du titre 8 de la convention collective « Grille de classification »*

En conséquence de l'article 1^{er}, à compter du 1^{er} avril 2026, la grille de rémunération visée au chapitre 2 « Grille de classification » du titre 8 « Classification » de la convention collective des commissaires de justice et des sociétés de ventes volontaires est modifié comme suit : voir annexe.

Article 3 | *Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties ont considéré qu'eu égard à l'objet du présent avenant, celui-ci n'appelle pas de stipulation spécifique mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail, étant rappelé que la branche est composée majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés et que le présent avenant a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises de la branche quelle que soit leur taille.

Article 4 | *Durée, entrée en vigueur, extension et dépôt*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il entre en vigueur à compter du lendemain de la réalisation des formalités de dépôt.

Les signataires du présent avenant conviennent d'en demander l'extension auprès des instances compétentes, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires, pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt, dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du même code, auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 16 mars 2026.

(Suivent les signatures.)

Annexe

Grille de classification

À compter du 1^{er} avril 2026.

Catégorie I : support	Échelon	Coefficient	Catégorie professionnelle (indicative)	Emplois repères (liste)	Minimum conventionnel (151,67 heures)
Niveau 1	Échelon 1 Exercice d'un métier : – ne nécessitant pas de diplôme particulier ; – sans autonomie.	214	Employé	Agent entretien/agent de sécurité magasinier/manutentionnaire/responsable de salle employé administratif/agent d'accueil/assistant services généraux	1 898,18 €
	Échelon 2 Exercice d'un métier : – ne nécessitant pas de diplôme particulier ; – sans autonomie ; – requérant une certaine technicité.	215		Appariteur	1 906,37 €
Niveau 2	Échelon 1 Exercice d'un métier : – nécessitant a minima un diplôme, titre ou certification équivalent de niveau BEP ou de niveau Bac ; – sans autonomie particulière.	219	Employé ou technicien	Secrétaire	1 939,13 €
		223		Techniciens spécialisés (sono, éclairage, tapisseries)	1 971,89 €

Catégorie I : support	Échelon	Coefficient	Catégorie professionnelle (indicative)	Emplois repères (liste)	Minimum conventionnel (151,67 heures)	
Niveau 3	Échelon 2 Exercice d'un métier : – nécessitant a minima un diplôme, titre ou certification équivalent de Bac + 2 ; – sans autonomie particulière ; – requérant une certaine technicité.	270	Agent de maîtrise	Assistants spécialisés (export/shipping)	2 356,82 €	
		283		Responsable de parc /d'entrepôt/de services généraux	2 463,29 €	
				299	Webmaster/photographe	2 594,33 €
	Échelon 1 Exercice d'un métier : – nécessitant a minima un diplôme, titre ou certification équivalent de Bac + 3 ; – disposant d'une certaine autonomie.	270			Comptable	2 356,82 €
		300		Assistante de direction	2 602,52 €	
		302		Chargé de mission	2 618,90 €	
		317		Coordinateur communication/marketing	2 741,75 €	
				Attaché de presse		
		331		Chargé de ressources humaines	2 856,41 €	
		345		Juriste	2 971,07 €	
		360		Chef de projet	3 093,92 €	
		410		Cadre	Directeur juridique	3 503,42 €
					Directeur comptable	
					Directeur ressources humaines	

Catégorie II : exercice de la profession	Échelon	Coefficient	Catégorie professionnelle (indicative)	Emplois repères (liste)	Minimum conventionnel (151,67 heures)
Niveau 1 Exercice d'un métier : – ne nécessitant pas de diplôme particulier ; – n'impliquant pas la supervision d'autres collaborateurs ; sans autonomie particulière.	Échelon 1	214	Employé ou agent de maîtrise	Assesseur des appréciateurs des crédits municipaux	1 898,18 €
		221		Clerc/clerc significateur/clerc au PV	1 955,51 €
	Échelon 2	231		Clerc significateur titulaire de la CQP ou d'une ancienneté de 5 ans	2 037,41 €
		240		Gestionnaire de dossier	2 111,12 €
		246		Administrateur des ventes	2 160,26 €
		258		Documentaliste	2 258,54 €
Niveau 2 Exercice d'un métier : – nécessitant a minima un diplôme, titre ou certification équivalent de Bac + 2 ; – n'impliquant pas la supervision d'autres collaborateurs ; – disposant d'une certaine autonomie.	Agent de maîtrise	250	Clerc assistant	2 193,02 €	
		258	Clerc assistant titulaire d'une CQP	2 258,54 €	
		270	Gestionnaire de dossier confirmé	2 356,82 €	
	Niveau 3 Exercice d'un métier : – nécessitant a minima un diplôme, titre ou certification équivalent de Bac + 3 ; – pouvant impliquer la supervision d'un ou plusieurs collaborateurs ; – pouvant impliquer une autonomie totale.	Agent de maîtrise	296	Clerc gestionnaire Clerc habilité aux constats	2 569,76 €
			302	Catalogueur	2 618,90 €
			315	Commissaire de justice assistant (titulaire de l'examen de commissaire de justice)	2 725,37 €
317			Crieur	2 741,75 €	
365			Spécialiste	3 134,87 €	
365			Titulaire de l'examen volontaire de moins de 7 ans d'ancienneté	3 134,87 €	

Catégorie II : exercice de la profession	Échelon	Coefficient	Catégorie professionnelle (indicative)	Emplois repères (liste)	Minimum conventionnel (151,67 heures)
Niveau 4 Exercice des fonctions nécessitant un examen professionnel		400		Spécialiste confirmé Responsable de département	3 421,52 €
		447		Titulaire de l'examen volontaire de plus de 7 ans d'ancienneté	3 806,45 €
		456	Cadre	Commissaire-priseur habilité	3 880,16 €
Catégorie II bis : accès à la profession		Coefficient	Catégorie professionnelle (indicative)	Emplois repères (liste)	Minimum conventionnel (151,67 heures)
Exercice d'un métier : – nécessitant a minima un diplôme, titre ou certification équivalent de Bac + 3 ; – n'impliquant pas la supervision d'autres collaborateurs ; – disposant d'une certaine autonomie.		217	Agent de maîtrise	OVV stagiaire	1 922,75 €
		230		Commissaire de justice stagiaire	2 029,22 €
Catégorie III : responsables de l'office		Coefficient	Catégorie professionnelle (indicative)	Emplois repères (liste)	Minimum conventionnel (151,67 heures)
Niveau 1 Exercice d'un métier impliquant la direction d'un service ou d'un département.		393	Cadre	Directeur de département	3 364,19 €
		403		Clerc principal	3 446,09 €
		441		Clerc principal OVV	3 757,31 €
Niveau 2 Cadre dirigeant (cf. définition en du droit du travail).	460	Secrétaire général		3 912,92 €	
	542	Directeur général		4 584,50 €	
Niveau 3 Statut d'officier public ministériel (hors nomenclature).		470		Commissaire-priseur judiciaire salarié Huissier de justice salarié Commissaire de justice salarié	